

Communiqué de presse

Episode de canicule : Ce n'est pas aux agent.e.s de payer la crise climatique !

A partir du lundi 22 juin et jusqu'à la fin du mois de juin, l'alerte canicule couvre l'ensemble des départements métropolitains à divers degrés. Symptôme brutal du dérèglement climatique, les effets de cet épisode caniculaire, comparable à la canicule historique de 2003, sont amplifiés par le retard d'adaptation des infrastructures aux évolutions du climat. Cela a des incidences directes sur les conditions de travail des agent.e.s de la fonction publique, en particulier territoriale et la qualité du service rendu à la population.

Dans de nombreux départements, les préfetures ont incité les collectivités à la fermeture d'établissements publics : écoles, collèges, musées, etc. Ces fermetures sont essentielles pour éviter de mettre agent.e.s et publics en danger. La FSU Territoriale rappelle que s'il n'est légalement pas possible pour les collectivités d'exiger un quelconque rattrapage des heures non faites de la part des agent-es placés dans l'impossibilité matérielle d'exercer leurs missions, il n'existe pas d'ASA spécifique aux intempéries, qui sont une revendication de la FSU Territoriale. Il appartient à l'employeur de prendre la responsabilité de permettre aux agent-es de bénéficier de jours chômés ou bien de les accueillir sur ces temps dans des locaux satisfaisants aux conditions de travail par forte canicule, y compris en l'absence de public.

Pour la FSU Territoriale, il est inacceptable que des collectivités, responsables de la santé et de la sécurité des agent.e.s, se livrent à des pressions sur leurs agents.e.s alors mêmes qu'elles n'ont pas adapté les locaux pour leur permettre de travailler dans de bonnes conditions.

La FSU Territoriale rappelle que le décret n° 2025-482 du 27 mai 2025 permet d'anticiper les pics de chaleur à travers les bulletins météo et impose des réponses concrètes de la part des employeurs. Pour prendre en compte le caractère devenu systémique des risques liés aux événements climatiques exceptionnels (canicule, inondations, etc), la FSU Territoriale revendique la création d'autorisations spéciales d'absence, comptabilisées comme temps de travail effectif, mobilisables par les agent.e.s.

Les actions engagées doivent à la fois répondre aux besoins des agents et des agent.es mais aussi aux enjeux du service public en proposant à la population des espaces de fraîcheur autre que les lieux commerciaux qui sont souvent les seuls refuges possibles pour ceux qui subissent la précarité thermique.

La répétition de ces épisodes de chaleur extrême impose également d'aller au-delà des mesures immédiates d'adaptation. L'urgence écologique impose un plan d'envergure, cofinancé par l'Etat et les collectivités, de rénovation et d'isolation thermique des bâtiments publics.

